

Carrière de Chevresis-Monceau (02)

*Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Prolongation de la durée d'exploitation de la
carrière*

*Décembre 2015
A81360/ B*

LVM TP

1 rue Montfourny
02100 Saint-Quentin
Interlocuteur : Mr Gérard LAURENT
Tél. : 03 23 05 42 20
Mail : lvmt@orange.fr

PIECE 6 : NOTICE HYGIENE ET SECURITE

Direction Régionale Nord-Est
Synergie Park
5 avenue Louis Néel
59260 LEZENNES
Tél. secrétariat : 03.20.43.25.55
www.anteagroup.fr

SOMMAIRE GENERAL

Le sommaire général de ce dossier est le suivant :

PIECE 1 :	RESUME NON TECHNIQUE
PIECE 2 :	LETTRE DE DEMANDE, PRESENTATION ET DOSSIER TECHNIQUE
PIECE 3 :	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
PIECE 4 :	ETUDE D'IMPACTS
PIECE 5 :	ETUDE DES DANGERS
PIECE 6 :	NOTICE HYGIENE ET SECURITE

Ces différentes parties sont interdépendantes les unes des autres et ne peuvent être étudiées séparément.

Un sommaire détaillé est présenté au début de chacune des parties.

Les annexes de chaque partie sont présentées dans le sommaire détaillé et fournies à la fin de chaque partie.

Un glossaire explicitant la signification des principales abréviations est fourni dans la partie 0.

Sommaire

	Pages
1. PREAMBULE	6
1.1. OBJET DE LA NOTICE	6
1.2. TEXTES REGLEMENTAIRES	6
2. METHODE D'ELABORATION DE LA NOTICE	7
2.1. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT ET DE SES ACTIVITES	7
2.2. DECOUPAGE DE L'INSTALLATION EN UNITES FONCTIONNELLES	7
2.3. IDENTIFICATION DES SOURCES DE DANGER	7
2.4. ANALYSE DES MODALITES D'EXPOSITION DU PERSONNEL AUX DANGERS.....	8
3. EVALUATION ET PREVENTION DES RISQUES PAR UNITE FONCTIONNELLE	9
3.1. PRINCIPES GENERAUX D'IDENTIFICATION, D'EVALUATION ET DE PREVENTION DES RISQUES.....	9
3.2. ANALYSE DES RISQUES DE LA CARRIERE DE CHEVRESIS-MONCEAU.....	10
4. GESTION DE LA PREVENTION ET DES SECOURS.....	11
4.1. ORGANISATION DES SECOURS ET MOYENS D'INTERVENTION.....	11
4.2. ACTEURS INTERNES ET EXTERNES.....	11
4.2.1. <i>Le Médecin du Travail</i>	11
4.2.2. <i>L'Inspecteur du Travail</i>	12
4.2.3. <i>Le CHSCT</i>	12
4.3. FORMATION A LA SECURITE.....	12
4.4. MAITRISE DES RISQUES TRANSVERSAUX	12
4.4.1. <i>Incendie/ explosion</i>	12
4.4.2. <i>Entreprises extérieures</i>	13
4.4.3. <i>Suivi des matériels et installations</i>	13
4.5. EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)	14
4.6. MESURES D'ORGANISATION ET CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL	14
4.6.1. <i>Mesures générales</i>	14
4.6.2. <i>Machines et matériels dangereux</i>	14
4.6.3. <i>Objets pesants, appareils de levage et de manutention</i>	15
4.6.4. <i>Appareils à pression</i>	15
5. ELEMENTS GENERAUX ET CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL	15
5.1. AMBIANCE DES LIEUX DE TRAVAIL.....	15
5.1.1. <i>Aération / ventilation</i>	15
5.1.2. <i>Ambiance sonore</i>	16
5.1.3. <i>Eclairage</i>	16
5.1.4. <i>Ambiance thermique</i>	16
5.1.5. <i>Confort du poste de travail – Sièges</i>	16
5.1.6. <i>Rayonnements ionisants</i>	16
5.2. LOCAUX SOCIAUX.....	16
5.3. AFFICHAGE OBLIGATOIRE	17
5.3.1. <i>Liste des affiches et consignes de sécurité</i>	17
5.3.2. <i>Liste des registres</i>	17
5.3.3. <i>Règlement intérieur</i>	17
5.4. DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX FEMMES ET AUX JEUNES TRAVAILLEURS	18

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

5.4.1. <i>Limitation des charges</i>	18
5.4.2. <i>Travaux interdits aux jeunes travailleurs</i>	18
5.5. TRAVAUX INTERDITS AUX TRAVAILLEURS EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE ET AUX TRAVAILLEURS INTERIMAIRES.....	18

Liste des tableaux

Tableau 1 : Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau	10
---	----

1. Préambule

1.1. Objet de la notice

Cette notice est réalisée conformément aux articles R512-6 à R512-10 du Code de l'Environnement – Partie réglementaire – Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Elle traite de la conformité de l'installation avec les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité du personnel.

1.2. Textes réglementaires

Les activités du site sont menées conformément aux règlements ou directives existants, qu'ils émanent de l'Inspection du Travail, de la DDASS ou qu'ils soient contenus dans les différents textes en vigueur applicables au site.

Toutes les mesures sont prises par LVM TP pour se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) du Code du Travail et aux textes associés pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

En particulier :

- l'insonorisation (article R. 4434-1),
- l'éclairage (article R. 4223-2 à R. 4223-11),
- le chauffage (R. 4227-16 et R. 4227-18 à 20),
- les installations sanitaires (articles R. 4228-1 à 15),
- les machines et accessoires de levage (articles R. 4312-1 et 2).

Le contenu de cette notice porte notamment sur :

- l'organisation du travail,
- les locaux,
- les dispositions générales relatives à l'hygiène, aux conditions de travail, à la sécurité individuelle et collective,
- la prévention des risques.

2. Méthode d'élaboration de la notice

2.1. Description de l'établissement et de ses activités

L'organisation générale de la carrière de Chevresis-Monceau est décrite dans la pièce 2 du présent dossier.

Rappelons que la présente partie est indissociable des autres pièces du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, et tout particulièrement de la pièce 2 citée ci-dessus et relative à la description du site et de ses activités et de la pièce 5 relative à l'étude de dangers.

2.2. Découpage de l'installation en unités fonctionnelles

Les activités de la carrière de Chevresis-Monceau se concentrent essentiellement au niveau du front de taille qui se déplace au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

De la même manière, le site est réaménagé et rendu à la culture agricole au fur et à mesure.

2.3. Identification des sources de danger

En vertu de l'article L. 4121-1, LVM TP dispose d'un document d'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs au poste de travail. Il a été établi pour l'ensemble des activités de la société en partenariat avec la Médecine du Travail.

Ce document unique est mis à jour annuellement, la dernière mise à jour datant de décembre 2015.

Le document unique comporte l'inventaire des risques identifiés pour chaque poste de travail. A chaque risque identifié, une ou plusieurs mesures de prévention sont envisagées de façon à réduire ou supprimer le risque.

Cette évaluation des risques est tenue à la disposition :

- des salariés,
- ainsi que du médecin du travail.

Cette évaluation des risques est également tenue, sur leur demande, à la disposition de l'inspecteur du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

Les modalités de consultation du document unique sont définies et affichées sur les panneaux d'affichage permanents (au siège de LVM TP) conformément au Décret n°2008-1347 du 17 décembre 2008.

2.4. Analyse des modalités d'exposition du personnel aux dangers

Il convient de noter que l'identification des situations à risque concerne l'ensemble du personnel quel que soit son niveau de responsabilité dans l'entreprise.

Pour la carrière de Chevresis-Monceau, les moyens humains sur le site comprennent une seule personne : le conducteur de pelle.

Les périodes et horaires de travail comprennent un fonctionnement uniquement en semaine, du lundi au vendredi, entre 7h00 et 18h00 maximum.

3. Evaluation et prévention des risques par unité fonctionnelle

3.1. Principes généraux d'identification, d'évaluation et de prévention des risques

LVM TP prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs lors de ses différentes missions, y compris les travailleurs temporaires et indépendants. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels à travers une évaluation des risques annuelle, d'information et de plans de formation annuels avec la mise en place d'une démarche d'animation sécurité de terrain, ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

LVM TP veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes au travers de l'évaluation des risques et des plans d'action sécurité.

L'analyse au poste de travail est conduite sur la base des principes généraux de prévention suivants :

- éviter les risques,
- évaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- combattre les risques à la source,
- adapter le travail à l'homme,
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- planifier la prévention en y intégrant la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Enfin, l'évaluation des risques est mise à jour à chaque modification significative des activités, ainsi qu'à chaque modification matérielle ou organisationnelle et après tout accident, incident, ou risque potentiel connus.

3.2. Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau

Les phases d'activité dangereuse identifiées sont :

Tableau 1 : Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau

Phases d'activités dangereuses	Nature des risques	Mesures de prévention
Amenée/repli des engins de manutention	Chocs Chute d'objets Blessures courantes	Formation du personnel (CACES) Port des EPI Aire d'évolution limitée Conformité et contrôles des matériels utilisés
Décapage de la terre de découverte		
Extraction des matériaux à la pelle		
Chargement des camions : semi-remorques de PTAC de 44 tonnes ou des tracteurs agricoles munis de bennes (10 tonnes)		
Réaménagement du secteur exploité à chaque fin de phase d'exploitation		

4. Gestion de la prévention et des secours

4.1. Organisation des secours et moyens d'intervention

La conduite à tenir en cas d'accident est spécifiée par une consigne remise à tout le personnel et affichée de façon permanente dans les bureaux et ateliers, y compris dans les engins de chantier.

L'ensemble du personnel est informé et sensibilisé aux risques de chaque métier et aux produits utilisés ainsi qu'aux règles de sécurité à respecter.

Enfin, il convient de noter que les engins intervenants sur le site possèdent des extincteurs en nombre suffisant, de catégorie adaptée. Un poteau incendie est également situé le long de la RD 64 au niveau du Hameau de Valécourt.

Pour plus de précisions, on se reportera au § 9 de la pièce 5 de l'Etude de Dangers.

4.2. Acteurs internes et externes

4.2.1. Le Médecin du Travail

La surveillance médicale spéciale concerne les personnes exposées de façon habituelle aux risques suivants :

- travaux faisant l'objet de décrets spéciaux pris en application de l'article L.231-2 du code du travail,
- travaux définis par l'arrêté du 11 juillet 1977,
- activités soumises à une réglementation propre au ministère de la défense.

Le suivi médical est assuré sous la responsabilité du gérant de LVM TP. Pour les entreprises sous-traitantes, il est assuré sous la responsabilité de l'employeur ; la vérification de l'existence de ce suivi en conformité avec la réglementation en vigueur est assurée par le gérant.

La périodicité des visites médicales est définie en accord avec le médecin du travail de chaque entreprise et dépend en particulier des activités dites à risques.

Les fiches médicales de suivi individuel (copies) sont conservées au siège de LVM TP. Les fiches de suivi d'exposition sont complétées sur site, en fonction des travaux effectivement réalisés par le personnel. L'original est archivé par les entreprises concernées.

Le médecin de travail est Monsieur Azraia GABY, Association Médicale du Travail (AMT) de l'Aisne, Bois de la Chocque, 02100 SAINT-QUENTIN.

4.2.2. L'Inspecteur du Travail

Conformément aux articles L. 8112-1 à L. 8112-4 du Code du Travail, l'Inspecteur du travail est chargé de veiller à l'application des dispositions du code du travail et des autres dispositions légales relatives au régime du travail, ainsi qu'aux stipulations des conventions et accords collectifs de travail répondant aux conditions fixées au livre II de la deuxième partie.

De plus, il a également la charge de constater les infractions à ces dispositions et stipulations.

4.2.3. Le CHSCT

Sans objet compte tenu du nombre d'employés de la société LVM TP.

4.3. Formation à la sécurité

Conformément à l'article L. 4141-1 et suivants et selon les modalités définies par les articles R.4141-1 à R. 4141-10, une attention toute particulière est donnée à la formation du personnel dans le domaine de la sécurité.

4.4. Maîtrise des risques transversaux

4.4.1. Incendie/explosion

Les dispositions mises en œuvre pour la prévention et la limitation du risque d'incendie/explosion sont détaillées dans l'étude de dangers (pièce 5 du présent dossier).

Compte tenu des activités du site, le risque incendie est très faible.

Les mesures principales de prévention sont :

- la pelle d'extraction est conforme à la réglementation, régulièrement entretenue (et ce hors du site) et dispose en permanence d'un extincteur, conforme et vérifié annuellement ;
- les camions chargeant les matériaux sur site possèdent également en permanence un extincteur, conforme et vérifié annuellement.

4.4.1.1. Action sur les combustibles

Aucun stockage de produit n'est réalisé sur le site.

4.4.1.2. Éclairage et matériels électriques

Le site n'est pas alimenté en électricité.

4.4.1.3. Travaux par points chauds

Aucun travail par point chaud n'est réalisé sur le site.

Les travaux de maintenance sont réalisés à l'extérieur de la carrière de Chevresis-Monceau.

4.4.1.4. Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer sur le site de la carrière de Chevresis-Monceau.

4.4.1.5. Dégagement

Sans objet. Le site ne dispose pas d'installation fixe.

4.4.2. Entreprises extérieures

Conformément au décret du 20 février 1992, tous les travaux réalisés sur le site par une entreprise extérieure s'effectuent dans le cadre d'un plan de prévention.

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses décrets d'application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est organisée pour tout chantier entrant dans le champ d'application de cette loi.

Les opérations de chargement ou de déchargement réalisées par une entreprise extérieure font l'objet d'un protocole de sécurité conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996.

4.4.3. Suivi des matériels et installations

Les installations et dispositifs techniques et de sécurité sont entretenus, maintenus dans les conditions conformes à leur destination et vérifiés afin de préserver la sécurité et la santé des personnels.

4.5. Equipements de protection individuelle (EPI)

Des équipements de protection individuelle (ensemble de travail, chaussures de sécurité) sont fournis à chaque membre du personnel et renouvelés régulièrement.

Des équipements spécifiques (gants, lunettes, protections auditives, gilets fluorescents, etc.) sont également mis à disposition du personnel conformément aux articles R. 4722-5 à R. 4722.9 du Code du Travail.

Le port de ces équipements de protection individuelle est obligatoire sur la carrière.

Enfin, il convient de noter que la conformité de ces équipements (hors EPI jetables) est vérifiée périodiquement afin d'assurer leur maintien en bon état.

4.6. Mesures d'organisation et conditions de mise en œuvre des équipements de travail

4.6.1. Mesures générales

Toute maintenance d'équipement est réalisée hors de la carrière de Chevresis-Monceau, dans ses ateliers à Saint-Quentin.

LVM TP informe de manière appropriée les travailleurs chargés de la mise en œuvre ou de la maintenance des équipements de travail :

- des conditions d'utilisation ou de maintenance de ces équipements de travail,
- des instructions ou consignes les concernant,
- de la conduite à tenir face aux situations anormales prévisibles,
- des conclusions tirées de l'expérience acquise permettant de supprimer certains risques.

La remise en service d'un équipement après une opération de maintenance qui a nécessité le démontage des dispositifs de protection est précédée d'un essai permettant de s'assurer que ces dispositifs fonctionnent (Art R. 4323-14).

Toute pièce mobile de machine est munie de dispositifs de protection. L'utilisation et les interventions pour l'entretien du matériel, ainsi que les procédures instaurées, répondent aux dispositions des articles R. 4323-6 à R. 4323-18.

4.6.2. Machines et matériels dangereux

Sans objet. Le site ne dispose pas de matériel de ce type.

4.6.3. Objets pesants, appareils de levage et de manutention

Le personnel n'a pas à porter de charges excédant les valeurs définies par les articles R. 4541-9 et R. 4153-18 du Code du travail.

Les équipements de levage sont soumis aux contrôles initiaux et périodiques annuellement prévus par la réglementation. Ces contrôles sont confiés à un organisme agréé.

Le personnel est formé à l'utilisation de ces équipements. En particulier, les conducteurs de pelle sont autorisés conformément aux prescriptions de l'arrêté du 2 décembre 1998. Une autorisation de conduite est délivrée à ce personnel après une formation théorique et pratique sur l'utilisation de ces équipements et sous réserve de leur aptitude médicale.

La totalité des manutentions réalisées sur la carrière est effectuée à l'aide de la pelle.

4.6.4. Appareils à pression

Sans objet. Le site ne dispose pas de matériel de ce type.

5. Eléments généraux et conditions de vie et de travail

5.1. Ambiance des lieux de travail

Les postes de travail sont conçus et réalisés pour répondre aux principes sur l'état de propreté, l'hygiène et la salubrité définis par les articles R. 4221-1 à R 4221-4.

5.1.1. Aération / ventilation

L'aération et l'assainissement des locaux de travail respectent les prescriptions des articles R. 4222-4 à 4222-19.

On distingue :

- les locaux à pollution non spécifique qui sont par définition (article R. 4222-3) des locaux dans lesquels la pollution est liée à la seule présence humaine, à l'exception des locaux sanitaires ;
- les locaux à pollution spécifique qui sont des locaux dans lesquels des substances dangereuses ou gênantes sont émises sous forme de gaz, vapeurs, aérosols solides ou liquides autres que celles qui sont liées à la seule présence humaine, locaux pouvant contenir des sources de micro-organismes potentiellement pathogènes et locaux sanitaires.

Il n'y a aucun local de travail ; la totalité des opérations a lieu en plein air.

5.1.2. Ambiance sonore

Les équipements sont conformes à la réglementation en matière d'émissions sonores.

5.1.3. Eclairage

Sans objet. Le site n'est pas alimenté en électricité et ne dispose pas d'éclairage.

5.1.4. Ambiance thermique

Il n'y a aucun local de travail ; la totalité des opérations a lieu en plein air.

La cabine de la pelle dispose d'un dispositif de chauffage. En tout état de cause, les phases d'extraction ont lieu préférentiellement de mars à octobre (évitement des périodes de grand froid).

5.1.5. Confort du poste de travail – Sièges

Sans objet. Le site ne dispose pas d'installations fixes.

5.1.6. Rayonnements ionisants

Sans objet. Le site ne possède pas de sources radioactives.

5.2. Locaux sociaux

Le site n'est pas approvisionné en eau, ni en électricité.

Il ne dispose d'aucune installation sanitaire.

Dans le respect des articles R. 4228-1 et suivants et R. 4225-7, en cas de besoin, le personnel se dirige chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains.

5.3. Affichage obligatoire

5.3.1. Liste des affiches et consignes de sécurité

Les consignes jointes au Plan de Prévention et gardées par le conducteur de la pelle au sein de sa cabine lors des phases d'extraction sont :

- La procédure d'alerte,
- Les consignes de sécurité.

5.3.2. Liste des registres

Le site possède les registres prévus par la réglementation :

- Le registre de suivi des contrôles périodiques : Il consigne les rapports d'intervention concernant les vérifications périodiques de tous les appareils ou machines qui doivent être vérifiés (installations électriques, appareils de levage, etc.). Dans ce registre, figure la qualité et l'adresse du vérificateur, la date de vérification et les observations du vérificateur.
- Le registre Incendie : Il consigne l'organisation à mettre en œuvre en cas d'incendie ainsi que tous les exercices et vérifications ayant un rapport avec le risque incendie : exercices d'évacuation des locaux, exercices d'utilisation des extincteurs, vérification des matériels.
- Le registre de signalement des dangers graves et imminents : Tout avis figurant sur le registre est daté et signé et comporte l'indication des postes de travail concernés, la nature du danger et sa cause, le nom de la ou des personnes exposées.

Ces documents sont conservés au siège de LVM TP et tenus à la disposition de l'inspecteur du travail.

5.3.3. Règlement intérieur

Le règlement intérieur a pour objet de fixer les mesures d'application de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité, les réglementations générales et permanentes relatives à la discipline ainsi que les dispositions relatives à la procédure disciplinaire applicables dans l'établissement.

Ce règlement s'applique sans distinction ni réserve à l'ensemble du personnel, aux personnes en insertion, mais également à toute personne présente en qualité de stagiaire, de salarié d'une entreprise intérimaire ou de toute entreprise extérieure.

5.4. Dispositions particulières aux femmes et aux jeunes travailleurs

Les conditions de travail du personnel féminin et des jeunes travailleurs sont conformes aux exigences du Code du Travail (articles R. 4152-1 à R. 4153-49).

5.4.1. Limitation des charges

LVM TP respecte les limites de charges, fixées par les articles R. 4152-12 et R. 4153-39 à 40, pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans et les femmes.

5.4.2. Travaux interdits aux jeunes travailleurs

LVM TP n'accueille pas de personnel en insertion qui soit mineur et n'emploie pas de jeune travailleur.

5.5. Travaux interdits aux travailleurs en contrat à durée déterminée et aux travailleurs intérimaires

LVM TP n'emploie que très rarement des personnels temporaires, hormis ceux accueillis en parcours d'insertion et qui font l'objet d'une analyse adaptée du poste de travail. Dans l'éventualité, pour les travailleurs temporaires (intérimaires et CDD), LVM TP :

- établit une liste des postes de travail présentant des risques particuliers pour leur santé et sécurité. Cette liste est soumise au médecin du travail et sera tenue à la disposition de l'inspecteur du travail,
- imposera que les travailleurs affectés aux postes listés reçoivent une formation renforcée à la sécurité.

Sont communément admis comme travaux générant des risques particuliers :

- les travaux nécessitant une certaine qualification du fait de leur risque (conduite d'engin, ...),
- les travaux exposants à certains risques (substances cancérigènes, mutagènes ou tératogènes, substances toxiques, bruit au dessus de 85 dB, etc.),
- certains des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale (arrêté du 11 juillet 1977).

Les travaux listés à l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 octobre 1990 modifié sont interdits aux travailleurs en contrat à durée déterminée et aux travailleurs intérimaires. Toutefois, l'activité du site ne génère pas a priori des travaux ou des expositions citées dans cet arrêté.

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable ; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'ANTEA GROUP ne saurait engager la responsabilité de celle-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

Il est rappelé que les résultats de la reconnaissance s'appuient sur un échantillonnage et que ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité du milieu naturel ou artificiel étudié.

La prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par ANTEA GROUP ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.

Carrière de Chevresis-Monceau (02)

*Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Prolongation de la durée d'exploitation de la
carrière*

*Décembre 2015
A81360/ B*

LVM TP

1 rue Montfourny
02100 Saint-Quentin
Interlocuteur : Mr Gérard LAURENT
Tél. : 03 23 05 42 20
Mail : lvmt@orange.fr

PIECE 6 : NOTICE HYGIENE ET SECURITE

Direction Régionale Nord-Est
Synergie Park
5 avenue Louis Néel
59260 LEZENNES
Tél. secrétariat : 03.20.43.25.55
www.anteagroup.fr

SOMMAIRE GENERAL

Le sommaire général de ce dossier est le suivant :

PIECE 1 :	RESUME NON TECHNIQUE
PIECE 2 :	LETTRE DE DEMANDE, PRESENTATION ET DOSSIER TECHNIQUE
PIECE 3 :	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
PIECE 4 :	ETUDE D'IMPACTS
PIECE 5 :	ETUDE DES DANGERS
PIECE 6 :	NOTICE HYGIENE ET SECURITE

Ces différentes parties sont interdépendantes les unes des autres et ne peuvent être étudiées séparément.

Un sommaire détaillé est présenté au début de chacune des parties.

Les annexes de chaque partie sont présentées dans le sommaire détaillé et fournies à la fin de chaque partie.

Un glossaire explicitant la signification des principales abréviations est fourni dans la partie 0.

LVM TP
 Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
 Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière
 Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

Sommaire

	Pages
1. PREAMBULE	6
1.1. OBJET DE LA NOTICE	6
1.2. TEXTES REGLEMENTAIRES	6
2. METHODE D'ELABORATION DE LA NOTICE	7
2.1. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT ET DE SES ACTIVITES	7
2.2. DECOUPAGE DE L'INSTALLATION EN UNITES FONCTIONNELLES	7
2.3. IDENTIFICATION DES SOURCES DE DANGER	7
2.4. ANALYSE DES MODALITES D'EXPOSITION DU PERSONNEL AUX DANGERS.....	8
3. EVALUATION ET PREVENTION DES RISQUES PAR UNITE FONCTIONNELLE	9
3.1. PRINCIPES GENERAUX D'IDENTIFICATION, D'EVALUATION ET DE PREVENTION DES RISQUES.....	9
3.2. ANALYSE DES RISQUES DE LA CARRIERE DE CHEVRESIS-MONCEAU.....	10
4. GESTION DE LA PREVENTION ET DES SECOURS.....	11
4.1. ORGANISATION DES SECOURS ET MOYENS D'INTERVENTION.....	11
4.2. ACTEURS INTERNES ET EXTERNES.....	11
4.2.1. <i>Le Médecin du Travail</i>	11
4.2.2. <i>L'Inspecteur du Travail</i>	12
4.2.3. <i>Le CHSCT</i>	12
4.3. FORMATION A LA SECURITE.....	12
4.4. MAITRISE DES RISQUES TRANSVERSAUX	12
4.4.1. <i>Incendie/ explosion</i>	12
4.4.2. <i>Entreprises extérieures</i>	13
4.4.3. <i>Suivi des matériels et installations</i>	13
4.5. EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)	14
4.6. MESURES D'ORGANISATION ET CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL	14
4.6.1. <i>Mesures générales</i>	14
4.6.2. <i>Machines et matériels dangereux</i>	14
4.6.3. <i>Objets pesants, appareils de levage et de manutention</i>	15
4.6.4. <i>Appareils à pression</i>	15
5. ELEMENTS GENERAUX ET CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL	15
5.1. AMBIANCE DES LIEUX DE TRAVAIL.....	15
5.1.1. <i>Aération / ventilation</i>	15
5.1.2. <i>Ambiance sonore</i>	16
5.1.3. <i>Eclairage</i>	16
5.1.4. <i>Ambiance thermique</i>	16
5.1.5. <i>Confort du poste de travail – Sièges</i>	16
5.1.6. <i>Rayonnements ionisants</i>	16
5.2. LOCAUX SOCIAUX.....	16
5.3. AFFICHAGE OBLIGATOIRE	17
5.3.1. <i>Liste des affiches et consignes de sécurité</i>	17
5.3.2. <i>Liste des registres</i>	17
5.3.3. <i>Règlement intérieur</i>	17
5.4. DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX FEMMES ET AUX JEUNES TRAVAILLEURS	18

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

5.4.1. <i>Limitation des charges</i>	18
5.4.2. <i>Travaux interdits aux jeunes travailleurs</i>	18
5.5. TRAVAUX INTERDITS AUX TRAVAILLEURS EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE ET AUX TRAVAILLEURS INTERIMAIRES.....	18

Liste des tableaux

Tableau 1 : Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau	10
---	----

1. Préambule

1.1. Objet de la notice

Cette notice est réalisée conformément aux articles R512-6 à R512-10 du Code de l'Environnement – Partie réglementaire – Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Elle traite de la conformité de l'installation avec les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité du personnel.

1.2. Textes réglementaires

Les activités du site sont menées conformément aux règlements ou directives existants, qu'ils émanent de l'Inspection du Travail, de la DDASS ou qu'ils soient contenus dans les différents textes en vigueur applicables au site.

Toutes les mesures sont prises par LVM TP pour se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) du Code du Travail et aux textes associés pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

En particulier :

- l'insonorisation (article R. 4434-1),
- l'éclairage (article R. 4223-2 à R. 4223-11),
- le chauffage (R. 4227-16 et R. 4227-18 à 20),
- les installations sanitaires (articles R. 4228-1 à 15),
- les machines et accessoires de levage (articles R. 4312-1 et 2).

Le contenu de cette notice porte notamment sur :

- l'organisation du travail,
- les locaux,
- les dispositions générales relatives à l'hygiène, aux conditions de travail, à la sécurité individuelle et collective,
- la prévention des risques.

2. Méthode d'élaboration de la notice

2.1. Description de l'établissement et de ses activités

L'organisation générale de la carrière de Chevresis-Monceau est décrite dans la pièce 2 du présent dossier.

Rappelons que la présente partie est indissociable des autres pièces du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, et tout particulièrement de la pièce 2 citée ci-dessus et relative à la description du site et de ses activités et de la pièce 5 relative à l'étude de dangers.

2.2. Découpage de l'installation en unités fonctionnelles

Les activités de la carrière de Chevresis-Monceau se concentrent essentiellement au niveau du front de taille qui se déplace au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

De la même manière, le site est réaménagé et rendu à la culture agricole au fur et à mesure.

2.3. Identification des sources de danger

En vertu de l'article L. 4121-1, LVM TP dispose d'un document d'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs au poste de travail. Il a été établi pour l'ensemble des activités de la société en partenariat avec la Médecine du Travail.

Ce document unique est mis à jour annuellement, la dernière mise à jour datant de décembre 2015.

Le document unique comporte l'inventaire des risques identifiés pour chaque poste de travail. A chaque risque identifié, une ou plusieurs mesures de prévention sont envisagées de façon à réduire ou supprimer le risque.

Cette évaluation des risques est tenue à la disposition :

- des salariés,
- ainsi que du médecin du travail.

Cette évaluation des risques est également tenue, sur leur demande, à la disposition de l'inspecteur du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

Les modalités de consultation du document unique sont définies et affichées sur les panneaux d'affichage permanents (au siège de LVM TP) conformément au Décret n°2008-1347 du 17 décembre 2008.

2.4. Analyse des modalités d'exposition du personnel aux dangers

Il convient de noter que l'identification des situations à risque concerne l'ensemble du personnel quel que soit son niveau de responsabilité dans l'entreprise.

Pour la carrière de Chevresis-Monceau, les moyens humains sur le site comprennent une seule personne : le conducteur de pelle.

Les périodes et horaires de travail comprennent un fonctionnement uniquement en semaine, du lundi au vendredi, entre 7h00 et 18h00 maximum.

3. Evaluation et prévention des risques par unité fonctionnelle

3.1. Principes généraux d'identification, d'évaluation et de prévention des risques

LVM TP prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs lors de ses différentes missions, y compris les travailleurs temporaires et indépendants. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels à travers une évaluation des risques annuelle, d'information et de plans de formation annuels avec la mise en place d'une démarche d'animation sécurité de terrain, ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

LVM TP veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes au travers de l'évaluation des risques et des plans d'action sécurité.

L'analyse au poste de travail est conduite sur la base des principes généraux de prévention suivants :

- éviter les risques,
- évaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- combattre les risques à la source,
- adapter le travail à l'homme,
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- planifier la prévention en y intégrant la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Enfin, l'évaluation des risques est mise à jour à chaque modification significative des activités, ainsi qu'à chaque modification matérielle ou organisationnelle et après tout accident, incident, ou risque potentiel connus.

3.2. Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau

Les phases d'activité dangereuse identifiées sont :

Tableau 1 : Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau

Phases d'activités dangereuses	Nature des risques	Mesures de prévention
Amenée/repli des engins de manutention	Chocs Chute d'objets Blessures courantes	Formation du personnel (CACES) Port des EPI Aire d'évolution limitée Conformité et contrôles des matériels utilisés
Décapage de la terre de découverte		
Extraction des matériaux à la pelle		
Chargement des camions : semi-remorques de PTAC de 44 tonnes ou des tracteurs agricoles munis de bennes (10 tonnes)		
Réaménagement du secteur exploité à chaque fin de phase d'exploitation		

4. Gestion de la prévention et des secours

4.1. Organisation des secours et moyens d'intervention

La conduite à tenir en cas d'accident est spécifiée par une consigne remise à tout le personnel et affichée de façon permanente dans les bureaux et ateliers, y compris dans les engins de chantier.

L'ensemble du personnel est informé et sensibilisé aux risques de chaque métier et aux produits utilisés ainsi qu'aux règles de sécurité à respecter.

Enfin, il convient de noter que les engins intervenants sur le site possèdent des extincteurs en nombre suffisant, de catégorie adaptée. Un poteau incendie est également situé le long de la RD 64 au niveau du Hameau de Valécourt.

Pour plus de précisions, on se reportera au § 9 de la pièce 5 de l'Etude de Dangers.

4.2. Acteurs internes et externes

4.2.1. Le Médecin du Travail

La surveillance médicale spéciale concerne les personnes exposées de façon habituelle aux risques suivants :

- travaux faisant l'objet de décrets spéciaux pris en application de l'article L.231-2 du code du travail,
- travaux définis par l'arrêté du 11 juillet 1977,
- activités soumises à une réglementation propre au ministère de la défense.

Le suivi médical est assuré sous la responsabilité du gérant de LVM TP. Pour les entreprises sous-traitantes, il est assuré sous la responsabilité de l'employeur ; la vérification de l'existence de ce suivi en conformité avec la réglementation en vigueur est assurée par le gérant.

La périodicité des visites médicales est définie en accord avec le médecin du travail de chaque entreprise et dépend en particulier des activités dites à risques.

Les fiches médicales de suivi individuel (copies) sont conservées au siège de LVM TP. Les fiches de suivi d'exposition sont complétées sur site, en fonction des travaux effectivement réalisés par le personnel. L'original est archivé par les entreprises concernées.

Le médecin de travail est Monsieur Azraia GABY, Association Médicale du Travail (AMT) de l'Aisne, Bois de la Chocque, 02100 SAINT-QUENTIN.

4.2.2. L'Inspecteur du Travail

Conformément aux articles L. 8112-1 à L. 8112-4 du Code du Travail, l'Inspecteur du travail est chargé de veiller à l'application des dispositions du code du travail et des autres dispositions légales relatives au régime du travail, ainsi qu'aux stipulations des conventions et accords collectifs de travail répondant aux conditions fixées au livre II de la deuxième partie.

De plus, il a également la charge de constater les infractions à ces dispositions et stipulations.

4.2.3. Le CHSCT

Sans objet compte tenu du nombre d'employés de la société LVM TP.

4.3. Formation à la sécurité

Conformément à l'article L. 4141-1 et suivants et selon les modalités définies par les articles R.4141-1 à R. 4141-10, une attention toute particulière est donnée à la formation du personnel dans le domaine de la sécurité.

4.4. Maîtrise des risques transversaux

4.4.1. Incendie/explosion

Les dispositions mises en œuvre pour la prévention et la limitation du risque d'incendie/explosion sont détaillées dans l'étude de dangers (pièce 5 du présent dossier).

Compte tenu des activités du site, le risque incendie est très faible.

Les mesures principales de prévention sont :

- la pelle d'extraction est conforme à la réglementation, régulièrement entretenue (et ce hors du site) et dispose en permanence d'un extincteur, conforme et vérifié annuellement ;
- les camions chargeant les matériaux sur site possèdent également en permanence un extincteur, conforme et vérifié annuellement.

4.4.1.1. Action sur les combustibles

Aucun stockage de produit n'est réalisé sur le site.

4.4.1.2. Éclairage et matériels électriques

Le site n'est pas alimenté en électricité.

4.4.1.3. Travaux par points chauds

Aucun travail par point chaud n'est réalisé sur le site.

Les travaux de maintenance sont réalisés à l'extérieur de la carrière de Chevresis-Monceau.

4.4.1.4. Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer sur le site de la carrière de Chevresis-Monceau.

4.4.1.5. Dégagement

Sans objet. Le site ne dispose pas d'installation fixe.

4.4.2. Entreprises extérieures

Conformément au décret du 20 février 1992, tous les travaux réalisés sur le site par une entreprise extérieure s'effectuent dans le cadre d'un plan de prévention.

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses décrets d'application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est organisée pour tout chantier entrant dans le champ d'application de cette loi.

Les opérations de chargement ou de déchargement réalisées par une entreprise extérieure font l'objet d'un protocole de sécurité conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996.

4.4.3. Suivi des matériels et installations

Les installations et dispositifs techniques et de sécurité sont entretenus, maintenus dans les conditions conformes à leur destination et vérifiés afin de préserver la sécurité et la santé des personnels.

4.5. Equipements de protection individuelle (EPI)

Des équipements de protection individuelle (ensemble de travail, chaussures de sécurité) sont fournis à chaque membre du personnel et renouvelés régulièrement.

Des équipements spécifiques (gants, lunettes, protections auditives, gilets fluorescents, etc.) sont également mis à disposition du personnel conformément aux articles R. 4722-5 à R. 4722.9 du Code du Travail.

Le port de ces équipements de protection individuelle est obligatoire sur la carrière.

Enfin, il convient de noter que la conformité de ces équipements (hors EPI jetables) est vérifiée périodiquement afin d'assurer leur maintien en bon état.

4.6. Mesures d'organisation et conditions de mise en œuvre des équipements de travail

4.6.1. Mesures générales

Toute maintenance d'équipement est réalisée hors de la carrière de Chevresis-Monceau, dans ses ateliers à Saint-Quentin.

LVM TP informe de manière appropriée les travailleurs chargés de la mise en œuvre ou de la maintenance des équipements de travail :

- des conditions d'utilisation ou de maintenance de ces équipements de travail,
- des instructions ou consignes les concernant,
- de la conduite à tenir face aux situations anormales prévisibles,
- des conclusions tirées de l'expérience acquise permettant de supprimer certains risques.

La remise en service d'un équipement après une opération de maintenance qui a nécessité le démontage des dispositifs de protection est précédée d'un essai permettant de s'assurer que ces dispositifs fonctionnent (Art R. 4323-14).

Toute pièce mobile de machine est munie de dispositifs de protection. L'utilisation et les interventions pour l'entretien du matériel, ainsi que les procédures instaurées, répondent aux dispositions des articles R. 4323-6 à R. 4323-18.

4.6.2. Machines et matériels dangereux

Sans objet. Le site ne dispose pas de matériel de ce type.

4.6.3. Objets pesants, appareils de levage et de manutention

Le personnel n'a pas à porter de charges excédant les valeurs définies par les articles R. 4541-9 et R. 4153-18 du Code du travail.

Les équipements de levage sont soumis aux contrôles initiaux et périodiques annuellement prévus par la réglementation. Ces contrôles sont confiés à un organisme agréé.

Le personnel est formé à l'utilisation de ces équipements. En particulier, les conducteurs de pelle sont autorisés conformément aux prescriptions de l'arrêté du 2 décembre 1998. Une autorisation de conduite est délivrée à ce personnel après une formation théorique et pratique sur l'utilisation de ces équipements et sous réserve de leur aptitude médicale.

La totalité des manutentions réalisées sur la carrière est effectuée à l'aide de la pelle.

4.6.4. Appareils à pression

Sans objet. Le site ne dispose pas de matériel de ce type.

5. Eléments généraux et conditions de vie et de travail

5.1. Ambiance des lieux de travail

Les postes de travail sont conçus et réalisés pour répondre aux principes sur l'état de propreté, l'hygiène et la salubrité définis par les articles R. 4221-1 à R 4221-4.

5.1.1. Aération / ventilation

L'aération et l'assainissement des locaux de travail respectent les prescriptions des articles R. 4222-4 à 4222-19.

On distingue :

- les locaux à pollution non spécifique qui sont par définition (article R. 4222-3) des locaux dans lesquels la pollution est liée à la seule présence humaine, à l'exception des locaux sanitaires ;
- les locaux à pollution spécifique qui sont des locaux dans lesquels des substances dangereuses ou gênantes sont émises sous forme de gaz, vapeurs, aérosols solides ou liquides autres que celles qui sont liées à la seule présence humaine, locaux pouvant contenir des sources de micro-organismes potentiellement pathogènes et locaux sanitaires.

Il n'y a aucun local de travail ; la totalité des opérations a lieu en plein air.

5.1.2. Ambiance sonore

Les équipements sont conformes à la réglementation en matière d'émissions sonores.

5.1.3. Eclairage

Sans objet. Le site n'est pas alimenté en électricité et ne dispose pas d'éclairage.

5.1.4. Ambiance thermique

Il n'y a aucun local de travail ; la totalité des opérations a lieu en plein air.

La cabine de la pelle dispose d'un dispositif de chauffage. En tout état de cause, les phases d'extraction ont lieu préférentiellement de mars à octobre (évitement des périodes de grand froid).

5.1.5. Confort du poste de travail – Sièges

Sans objet. Le site ne dispose pas d'installations fixes.

5.1.6. Rayonnements ionisants

Sans objet. Le site ne possède pas de sources radioactives.

5.2. Locaux sociaux

Le site n'est pas approvisionné en eau, ni en électricité.

Il ne dispose d'aucune installation sanitaire.

Dans le respect des articles R. 4228-1 et suivants et R. 4225-7, en cas de besoin, le personnel se dirige chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains.

5.3. Affichage obligatoire

5.3.1. Liste des affiches et consignes de sécurité

Les consignes jointes au Plan de Prévention et gardées par le conducteur de la pelle au sein de sa cabine lors des phases d'extraction sont :

- La procédure d'alerte,
- Les consignes de sécurité.

5.3.2. Liste des registres

Le site possède les registres prévus par la réglementation :

- Le registre de suivi des contrôles périodiques : Il consigne les rapports d'intervention concernant les vérifications périodiques de tous les appareils ou machines qui doivent être vérifiés (installations électriques, appareils de levage, etc.). Dans ce registre, figure la qualité et l'adresse du vérificateur, la date de vérification et les observations du vérificateur.
- Le registre Incendie : Il consigne l'organisation à mettre en œuvre en cas d'incendie ainsi que tous les exercices et vérifications ayant un rapport avec le risque incendie : exercices d'évacuation des locaux, exercices d'utilisation des extincteurs, vérification des matériels.
- Le registre de signalement des dangers graves et imminents : Tout avis figurant sur le registre est daté et signé et comporte l'indication des postes de travail concernés, la nature du danger et sa cause, le nom de la ou des personnes exposées.

Ces documents sont conservés au siège de LVM TP et tenus à la disposition de l'inspecteur du travail.

5.3.3. Règlement intérieur

Le règlement intérieur a pour objet de fixer les mesures d'application de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité, les réglementations générales et permanentes relatives à la discipline ainsi que les dispositions relatives à la procédure disciplinaire applicables dans l'établissement.

Ce règlement s'applique sans distinction ni réserve à l'ensemble du personnel, aux personnes en insertion, mais également à toute personne présente en qualité de stagiaire, de salarié d'une entreprise intérimaire ou de toute entreprise extérieure.

5.4. Dispositions particulières aux femmes et aux jeunes travailleurs

Les conditions de travail du personnel féminin et des jeunes travailleurs sont conformes aux exigences du Code du Travail (articles R. 4152-1 à R. 4153-49).

5.4.1. Limitation des charges

LVM TP respecte les limites de charges, fixées par les articles R. 4152-12 et R. 4153-39 à 40, pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans et les femmes.

5.4.2. Travaux interdits aux jeunes travailleurs

LVM TP n'accueille pas de personnel en insertion qui soit mineur et n'emploie pas de jeune travailleur.

5.5. Travaux interdits aux travailleurs en contrat à durée déterminée et aux travailleurs intérimaires

LVM TP n'emploie que très rarement des personnels temporaires, hormis ceux accueillis en parcours d'insertion et qui font l'objet d'une analyse adaptée du poste de travail. Dans l'éventualité, pour les travailleurs temporaires (intérimaires et CDD), LVM TP :

- établit une liste des postes de travail présentant des risques particuliers pour leur santé et sécurité. Cette liste est soumise au médecin du travail et sera tenue à la disposition de l'inspecteur du travail,
- imposera que les travailleurs affectés aux postes listés reçoivent une formation renforcée à la sécurité.

Sont communément admis comme travaux générant des risques particuliers :

- les travaux nécessitant une certaine qualification du fait de leur risque (conduite d'engin, ...),
- les travaux exposants à certains risques (substances cancérigènes, mutagènes ou tératogènes, substances toxiques, bruit au dessus de 85 dB, etc.),
- certains des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale (arrêté du 11 juillet 1977).

Les travaux listés à l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 octobre 1990 modifié sont interdits aux travailleurs en contrat à durée déterminée et aux travailleurs intérimaires. Toutefois, l'activité du site ne génère pas a priori des travaux ou des expositions citées dans cet arrêté.

Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable ; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'ANTEA GROUP ne saurait engager la responsabilité de celle-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

Il est rappelé que les résultats de la reconnaissance s'appuient sur un échantillonnage et que ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité du milieu naturel ou artificiel étudié.

La prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par ANTEA GROUP ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.

Carrière de Chevresis-Monceau (02)

*Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Prolongation de la durée d'exploitation de la
carrière*

*Décembre 2015
A81360/ B*

LVM TP

1 rue Montfourny
02100 Saint-Quentin
Interlocuteur : Mr Gérard LAURENT
Tél. : 03 23 05 42 20
Mail : lvmt@orange.fr

PIECE 6 : NOTICE HYGIENE ET SECURITE

Direction Régionale Nord-Est
Synergie Park
5 avenue Louis Néel
59260 LEZENNES
Tél. secrétariat : 03.20.43.25.55
www.anteagroup.fr

SOMMAIRE GENERAL

Le sommaire général de ce dossier est le suivant :

PIECE 1 :	RESUME NON TECHNIQUE
PIECE 2 :	LETTRE DE DEMANDE, PRESENTATION ET DOSSIER TECHNIQUE
PIECE 3 :	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
PIECE 4 :	ETUDE D'IMPACTS
PIECE 5 :	ETUDE DES DANGERS
PIECE 6 :	NOTICE HYGIENE ET SECURITE

Ces différentes parties sont interdépendantes les unes des autres et ne peuvent être étudiées séparément.

Un sommaire détaillé est présenté au début de chacune des parties.

Les annexes de chaque partie sont présentées dans le sommaire détaillé et fournies à la fin de chaque partie.

Un glossaire explicitant la signification des principales abréviations est fourni dans la partie 0.

Sommaire

	Pages
1. PREAMBULE	6
1.1. OBJET DE LA NOTICE	6
1.2. TEXTES REGLEMENTAIRES	6
2. METHODE D'ELABORATION DE LA NOTICE	7
2.1. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT ET DE SES ACTIVITES	7
2.2. DECOUPAGE DE L'INSTALLATION EN UNITES FONCTIONNELLES	7
2.3. IDENTIFICATION DES SOURCES DE DANGER	7
2.4. ANALYSE DES MODALITES D'EXPOSITION DU PERSONNEL AUX DANGERS.....	8
3. EVALUATION ET PREVENTION DES RISQUES PAR UNITE FONCTIONNELLE	9
3.1. PRINCIPES GENERAUX D'IDENTIFICATION, D'EVALUATION ET DE PREVENTION DES RISQUES.....	9
3.2. ANALYSE DES RISQUES DE LA CARRIERE DE CHEVRESIS-MONCEAU.....	10
4. GESTION DE LA PREVENTION ET DES SECOURS.....	11
4.1. ORGANISATION DES SECOURS ET MOYENS D'INTERVENTION.....	11
4.2. ACTEURS INTERNES ET EXTERNES.....	11
4.2.1. <i>Le Médecin du Travail</i>	11
4.2.2. <i>L'Inspecteur du Travail</i>	12
4.2.3. <i>Le CHSCT</i>	12
4.3. FORMATION A LA SECURITE.....	12
4.4. MAITRISE DES RISQUES TRANSVERSAUX	12
4.4.1. <i>Incendie/ explosion</i>	12
4.4.2. <i>Entreprises extérieures</i>	13
4.4.3. <i>Suivi des matériels et installations</i>	13
4.5. EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)	14
4.6. MESURES D'ORGANISATION ET CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL	14
4.6.1. <i>Mesures générales</i>	14
4.6.2. <i>Machines et matériels dangereux</i>	14
4.6.3. <i>Objets pesants, appareils de levage et de manutention</i>	15
4.6.4. <i>Appareils à pression</i>	15
5. ELEMENTS GENERAUX ET CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL	15
5.1. AMBIANCE DES LIEUX DE TRAVAIL.....	15
5.1.1. <i>Aération / ventilation</i>	15
5.1.2. <i>Ambiance sonore</i>	16
5.1.3. <i>Eclairage</i>	16
5.1.4. <i>Ambiance thermique</i>	16
5.1.5. <i>Confort du poste de travail – Sièges</i>	16
5.1.6. <i>Rayonnements ionisants</i>	16
5.2. LOCAUX SOCIAUX.....	16
5.3. AFFICHAGE OBLIGATOIRE	17
5.3.1. <i>Liste des affiches et consignes de sécurité</i>	17
5.3.2. <i>Liste des registres</i>	17
5.3.3. <i>Règlement intérieur</i>	17
5.4. DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX FEMMES ET AUX JEUNES TRAVAILLEURS	18

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

5.4.1. <i>Limitation des charges</i>	18
5.4.2. <i>Travaux interdits aux jeunes travailleurs</i>	18
5.5. TRAVAUX INTERDITS AUX TRAVAILLEURS EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE ET AUX TRAVAILLEURS INTERIMAIRES.....	18

Liste des tableaux

Tableau 1 : Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau	10
---	----

1. Préambule

1.1. Objet de la notice

Cette notice est réalisée conformément aux articles R512-6 à R512-10 du Code de l'Environnement – Partie réglementaire – Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Elle traite de la conformité de l'installation avec les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité du personnel.

1.2. Textes réglementaires

Les activités du site sont menées conformément aux règlements ou directives existants, qu'ils émanent de l'Inspection du Travail, de la DDASS ou qu'ils soient contenus dans les différents textes en vigueur applicables au site.

Toutes les mesures sont prises par LVM TP pour se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) du Code du Travail et aux textes associés pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

En particulier :

- l'insonorisation (article R. 4434-1),
- l'éclairage (article R. 4223-2 à R. 4223-11),
- le chauffage (R. 4227-16 et R. 4227-18 à 20),
- les installations sanitaires (articles R. 4228-1 à 15),
- les machines et accessoires de levage (articles R. 4312-1 et 2).

Le contenu de cette notice porte notamment sur :

- l'organisation du travail,
- les locaux,
- les dispositions générales relatives à l'hygiène, aux conditions de travail, à la sécurité individuelle et collective,
- la prévention des risques.

2. Méthode d'élaboration de la notice

2.1. Description de l'établissement et de ses activités

L'organisation générale de la carrière de Chevresis-Monceau est décrite dans la pièce 2 du présent dossier.

Rappelons que la présente partie est indissociable des autres pièces du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, et tout particulièrement de la pièce 2 citée ci-dessus et relative à la description du site et de ses activités et de la pièce 5 relative à l'étude de dangers.

2.2. Découpage de l'installation en unités fonctionnelles

Les activités de la carrière de Chevresis-Monceau se concentrent essentiellement au niveau du front de taille qui se déplace au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

De la même manière, le site est réaménagé et rendu à la culture agricole au fur et à mesure.

2.3. Identification des sources de danger

En vertu de l'article L. 4121-1, LVM TP dispose d'un document d'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs au poste de travail. Il a été établi pour l'ensemble des activités de la société en partenariat avec la Médecine du Travail.

Ce document unique est mis à jour annuellement, la dernière mise à jour datant de décembre 2015.

Le document unique comporte l'inventaire des risques identifiés pour chaque poste de travail. A chaque risque identifié, une ou plusieurs mesures de prévention sont envisagées de façon à réduire ou supprimer le risque.

Cette évaluation des risques est tenue à la disposition :

- des salariés,
- ainsi que du médecin du travail.

Cette évaluation des risques est également tenue, sur leur demande, à la disposition de l'inspecteur du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

Les modalités de consultation du document unique sont définies et affichées sur les panneaux d'affichage permanents (au siège de LVM TP) conformément au Décret n°2008-1347 du 17 décembre 2008.

2.4. Analyse des modalités d'exposition du personnel aux dangers

Il convient de noter que l'identification des situations à risque concerne l'ensemble du personnel quel que soit son niveau de responsabilité dans l'entreprise.

Pour la carrière de Chevresis-Monceau, les moyens humains sur le site comprennent une seule personne : le conducteur de pelle.

Les périodes et horaires de travail comprennent un fonctionnement uniquement en semaine, du lundi au vendredi, entre 7h00 et 18h00 maximum.

3. Evaluation et prévention des risques par unité fonctionnelle

3.1. Principes généraux d'identification, d'évaluation et de prévention des risques

LVM TP prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs lors de ses différentes missions, y compris les travailleurs temporaires et indépendants. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels à travers une évaluation des risques annuelle, d'information et de plans de formation annuels avec la mise en place d'une démarche d'animation sécurité de terrain, ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

LVM TP veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes au travers de l'évaluation des risques et des plans d'action sécurité.

L'analyse au poste de travail est conduite sur la base des principes généraux de prévention suivants :

- éviter les risques,
- évaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- combattre les risques à la source,
- adapter le travail à l'homme,
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- planifier la prévention en y intégrant la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Enfin, l'évaluation des risques est mise à jour à chaque modification significative des activités, ainsi qu'à chaque modification matérielle ou organisationnelle et après tout accident, incident, ou risque potentiel connus.

LVM TP
 Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
 Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière
 Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

3.2. Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau

Les phases d'activité dangereuse identifiées sont :

Tableau 1 : Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau

Phases d'activités dangereuses	Nature des risques	Mesures de prévention
Amenée/repli des engins de manutention	Chocs Chute d'objets Blessures courantes	Formation du personnel (CACES) Port des EPI Aire d'évolution limitée Conformité et contrôles des matériels utilisés
Décapage de la terre de découverte		
Extraction des matériaux à la pelle		
Chargement des camions : semi-remorques de PTAC de 44 tonnes ou des tracteurs agricoles munis de bennes (10 tonnes)		
Réaménagement du secteur exploité à chaque fin de phase d'exploitation		

4. Gestion de la prévention et des secours

4.1. Organisation des secours et moyens d'intervention

La conduite à tenir en cas d'accident est spécifiée par une consigne remise à tout le personnel et affichée de façon permanente dans les bureaux et ateliers, y compris dans les engins de chantier.

L'ensemble du personnel est informé et sensibilisé aux risques de chaque métier et aux produits utilisés ainsi qu'aux règles de sécurité à respecter.

Enfin, il convient de noter que les engins intervenants sur le site possèdent des extincteurs en nombre suffisant, de catégorie adaptée. Un poteau incendie est également situé le long de la RD 64 au niveau du Hameau de Valécourt.

Pour plus de précisions, on se reportera au § 9 de la pièce 5 de l'Etude de Dangers.

4.2. Acteurs internes et externes

4.2.1. Le Médecin du Travail

La surveillance médicale spéciale concerne les personnes exposées de façon habituelle aux risques suivants :

- travaux faisant l'objet de décrets spéciaux pris en application de l'article L.231-2 du code du travail,
- travaux définis par l'arrêté du 11 juillet 1977,
- activités soumises à une réglementation propre au ministère de la défense.

Le suivi médical est assuré sous la responsabilité du gérant de LVM TP. Pour les entreprises sous-traitantes, il est assuré sous la responsabilité de l'employeur ; la vérification de l'existence de ce suivi en conformité avec la réglementation en vigueur est assurée par le gérant.

La périodicité des visites médicales est définie en accord avec le médecin du travail de chaque entreprise et dépend en particulier des activités dites à risques.

Les fiches médicales de suivi individuel (copies) sont conservées au siège de LVM TP. Les fiches de suivi d'exposition sont complétées sur site, en fonction des travaux effectivement réalisés par le personnel. L'original est archivé par les entreprises concernées.

Le médecin de travail est Monsieur Azraia GABY, Association Médicale du Travail (AMT) de l'Aisne, Bois de la Chocque, 02100 SAINT-QUENTIN.

4.2.2. L'Inspecteur du Travail

Conformément aux articles L. 8112-1 à L. 8112-4 du Code du Travail, l'Inspecteur du travail est chargé de veiller à l'application des dispositions du code du travail et des autres dispositions légales relatives au régime du travail, ainsi qu'aux stipulations des conventions et accords collectifs de travail répondant aux conditions fixées au livre II de la deuxième partie.

De plus, il a également la charge de constater les infractions à ces dispositions et stipulations.

4.2.3. Le CHSCT

Sans objet compte tenu du nombre d'employés de la société LVM TP.

4.3. Formation à la sécurité

Conformément à l'article L. 4141-1 et suivants et selon les modalités définies par les articles R.4141-1 à R. 4141-10, une attention toute particulière est donnée à la formation du personnel dans le domaine de la sécurité.

4.4. Maîtrise des risques transversaux

4.4.1. Incendie/explosion

Les dispositions mises en œuvre pour la prévention et la limitation du risque d'incendie/explosion sont détaillées dans l'étude de dangers (pièce 5 du présent dossier).

Compte tenu des activités du site, le risque incendie est très faible.

Les mesures principales de prévention sont :

- la pelle d'extraction est conforme à la réglementation, régulièrement entretenue (et ce hors du site) et dispose en permanence d'un extincteur, conforme et vérifié annuellement ;
- les camions chargeant les matériaux sur site possèdent également en permanence un extincteur, conforme et vérifié annuellement.

4.4.1.1. Action sur les combustibles

Aucun stockage de produit n'est réalisé sur le site.

4.4.1.2. Éclairage et matériels électriques

Le site n'est pas alimenté en électricité.

4.4.1.3. Travaux par points chauds

Aucun travail par point chaud n'est réalisé sur le site.

Les travaux de maintenance sont réalisés à l'extérieur de la carrière de Chevresis-Monceau.

4.4.1.4. Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer sur le site de la carrière de Chevresis-Monceau.

4.4.1.5. Dégagement

Sans objet. Le site ne dispose pas d'installation fixe.

4.4.2. Entreprises extérieures

Conformément au décret du 20 février 1992, tous les travaux réalisés sur le site par une entreprise extérieure s'effectuent dans le cadre d'un plan de prévention.

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses décrets d'application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est organisée pour tout chantier entrant dans le champ d'application de cette loi.

Les opérations de chargement ou de déchargement réalisées par une entreprise extérieure font l'objet d'un protocole de sécurité conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996.

4.4.3. Suivi des matériels et installations

Les installations et dispositifs techniques et de sécurité sont entretenus, maintenus dans les conditions conformes à leur destination et vérifiés afin de préserver la sécurité et la santé des personnels.

4.5. Equipements de protection individuelle (EPI)

Des équipements de protection individuelle (ensemble de travail, chaussures de sécurité) sont fournis à chaque membre du personnel et renouvelés régulièrement.

Des équipements spécifiques (gants, lunettes, protections auditives, gilets fluorescents, etc.) sont également mis à disposition du personnel conformément aux articles R. 4722-5 à R. 4722.9 du Code du Travail.

Le port de ces équipements de protection individuelle est obligatoire sur la carrière.

Enfin, il convient de noter que la conformité de ces équipements (hors EPI jetables) est vérifiée périodiquement afin d'assurer leur maintien en bon état.

4.6. Mesures d'organisation et conditions de mise en œuvre des équipements de travail

4.6.1. Mesures générales

Toute maintenance d'équipement est réalisée hors de la carrière de Chevresis-Monceau, dans ses ateliers à Saint-Quentin.

LVM TP informe de manière appropriée les travailleurs chargés de la mise en œuvre ou de la maintenance des équipements de travail :

- des conditions d'utilisation ou de maintenance de ces équipements de travail,
- des instructions ou consignes les concernant,
- de la conduite à tenir face aux situations anormales prévisibles,
- des conclusions tirées de l'expérience acquise permettant de supprimer certains risques.

La remise en service d'un équipement après une opération de maintenance qui a nécessité le démontage des dispositifs de protection est précédée d'un essai permettant de s'assurer que ces dispositifs fonctionnent (Art R. 4323-14).

Toute pièce mobile de machine est munie de dispositifs de protection. L'utilisation et les interventions pour l'entretien du matériel, ainsi que les procédures instaurées, répondent aux dispositions des articles R. 4323-6 à R. 4323-18.

4.6.2. Machines et matériels dangereux

Sans objet. Le site ne dispose pas de matériel de ce type.

4.6.3. Objets pesants, appareils de levage et de manutention

Le personnel n'a pas à porter de charges excédant les valeurs définies par les articles R. 4541-9 et R. 4153-18 du Code du travail.

Les équipements de levage sont soumis aux contrôles initiaux et périodiques annuellement prévus par la réglementation. Ces contrôles sont confiés à un organisme agréé.

Le personnel est formé à l'utilisation de ces équipements. En particulier, les conducteurs de pelle sont autorisés conformément aux prescriptions de l'arrêté du 2 décembre 1998. Une autorisation de conduite est délivrée à ce personnel après une formation théorique et pratique sur l'utilisation de ces équipements et sous réserve de leur aptitude médicale.

La totalité des manutentions réalisées sur la carrière est effectuée à l'aide de la pelle.

4.6.4. Appareils à pression

Sans objet. Le site ne dispose pas de matériel de ce type.

5. Eléments généraux et conditions de vie et de travail

5.1. Ambiance des lieux de travail

Les postes de travail sont conçus et réalisés pour répondre aux principes sur l'état de propreté, l'hygiène et la salubrité définis par les articles R. 4221-1 à R 4221-4.

5.1.1. Aération / ventilation

L'aération et l'assainissement des locaux de travail respectent les prescriptions des articles R. 4222-4 à 4222-19.

On distingue :

- les locaux à pollution non spécifique qui sont par définition (article R. 4222-3) des locaux dans lesquels la pollution est liée à la seule présence humaine, à l'exception des locaux sanitaires ;
- les locaux à pollution spécifique qui sont des locaux dans lesquels des substances dangereuses ou gênantes sont émises sous forme de gaz, vapeurs, aérosols solides ou liquides autres que celles qui sont liées à la seule présence humaine, locaux pouvant contenir des sources de micro-organismes potentiellement pathogènes et locaux sanitaires.

Il n'y a aucun local de travail ; la totalité des opérations a lieu en plein air.

5.1.2. Ambiance sonore

Les équipements sont conformes à la réglementation en matière d'émissions sonores.

5.1.3. Eclairage

Sans objet. Le site n'est pas alimenté en électricité et ne dispose pas d'éclairage.

5.1.4. Ambiance thermique

Il n'y a aucun local de travail ; la totalité des opérations a lieu en plein air.

La cabine de la pelle dispose d'un dispositif de chauffage. En tout état de cause, les phases d'extraction ont lieu préférentiellement de mars à octobre (évitement des périodes de grand froid).

5.1.5. Confort du poste de travail – Sièges

Sans objet. Le site ne dispose pas d'installations fixes.

5.1.6. Rayonnements ionisants

Sans objet. Le site ne possède pas de sources radioactives.

5.2. Locaux sociaux

Le site n'est pas approvisionné en eau, ni en électricité.

Il ne dispose d'aucune installation sanitaire.

Dans le respect des articles R. 4228-1 et suivants et R. 4225-7, en cas de besoin, le personnel se dirige chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains.

5.3. Affichage obligatoire

5.3.1. Liste des affiches et consignes de sécurité

Les consignes jointes au Plan de Prévention et gardées par le conducteur de la pelle au sein de sa cabine lors des phases d'extraction sont :

- La procédure d'alerte,
- Les consignes de sécurité.

5.3.2. Liste des registres

Le site possède les registres prévus par la réglementation :

- Le registre de suivi des contrôles périodiques : Il consigne les rapports d'intervention concernant les vérifications périodiques de tous les appareils ou machines qui doivent être vérifiés (installations électriques, appareils de levage, etc.). Dans ce registre, figure la qualité et l'adresse du vérificateur, la date de vérification et les observations du vérificateur.
- Le registre Incendie : Il consigne l'organisation à mettre en œuvre en cas d'incendie ainsi que tous les exercices et vérifications ayant un rapport avec le risque incendie : exercices d'évacuation des locaux, exercices d'utilisation des extincteurs, vérification des matériels.
- Le registre de signalement des dangers graves et imminents : Tout avis figurant sur le registre est daté et signé et comporte l'indication des postes de travail concernés, la nature du danger et sa cause, le nom de la ou des personnes exposées.

Ces documents sont conservés au siège de LVM TP et tenus à la disposition de l'inspecteur du travail.

5.3.3. Règlement intérieur

Le règlement intérieur a pour objet de fixer les mesures d'application de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité, les réglementations générales et permanentes relatives à la discipline ainsi que les dispositions relatives à la procédure disciplinaire applicables dans l'établissement.

Ce règlement s'applique sans distinction ni réserve à l'ensemble du personnel, aux personnes en insertion, mais également à toute personne présente en qualité de stagiaire, de salarié d'une entreprise intérimaire ou de toute entreprise extérieure.

5.4. Dispositions particulières aux femmes et aux jeunes travailleurs

Les conditions de travail du personnel féminin et des jeunes travailleurs sont conformes aux exigences du Code du Travail (articles R. 4152-1 à R. 4153-49).

5.4.1. Limitation des charges

LVM TP respecte les limites de charges, fixées par les articles R. 4152-12 et R. 4153-39 à 40, pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans et les femmes.

5.4.2. Travaux interdits aux jeunes travailleurs

LVM TP n'accueille pas de personnel en insertion qui soit mineur et n'emploie pas de jeune travailleur.

5.5. Travaux interdits aux travailleurs en contrat à durée déterminée et aux travailleurs intérimaires

LVM TP n'emploie que très rarement des personnels temporaires, hormis ceux accueillis en parcours d'insertion et qui font l'objet d'une analyse adaptée du poste de travail. Dans l'éventualité, pour les travailleurs temporaires (intérimaires et CDD), LVM TP :

- établit une liste des postes de travail présentant des risques particuliers pour leur santé et sécurité. Cette liste est soumise au médecin du travail et sera tenue à la disposition de l'inspecteur du travail,
- imposera que les travailleurs affectés aux postes listés reçoivent une formation renforcée à la sécurité.

Sont communément admis comme travaux générant des risques particuliers :

- les travaux nécessitant une certaine qualification du fait de leur risque (conduite d'engin, ...),
- les travaux exposants à certains risques (substances cancérigènes, mutagènes ou tératogènes, substances toxiques, bruit au dessus de 85 dB, etc.),
- certains des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale (arrêté du 11 juillet 1977).

Les travaux listés à l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 octobre 1990 modifié sont interdits aux travailleurs en contrat à durée déterminée et aux travailleurs intérimaires. Toutefois, l'activité du site ne génère pas a priori des travaux ou des expositions citées dans cet arrêté.

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable ; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'ANTEA GROUP ne saurait engager la responsabilité de celle-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

Il est rappelé que les résultats de la reconnaissance s'appuient sur un échantillonnage et que ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité du milieu naturel ou artificiel étudié.

La prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par ANTEA GROUP ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.

Carrière de Chevresis-Monceau (02)

*Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Prolongation de la durée d'exploitation de la
carrière*

*Décembre 2015
A81360/ B*

LVM TP

1 rue Montfourny
02100 Saint-Quentin
Interlocuteur : Mr Gérard LAURENT
Tél. : 03 23 05 42 20
Mail : lvmt@orange.fr

PIECE 6 : NOTICE HYGIENE ET SECURITE

Direction Régionale Nord-Est
Synergie Park
5 avenue Louis Néel
59260 LEZENNES
Tél. secrétariat : 03.20.43.25.55
www.anteagroup.fr

SOMMAIRE GENERAL

Le sommaire général de ce dossier est le suivant :

PIECE 1 :	RESUME NON TECHNIQUE
PIECE 2 :	LETTRE DE DEMANDE, PRESENTATION ET DOSSIER TECHNIQUE
PIECE 3 :	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
PIECE 4 :	ETUDE D'IMPACTS
PIECE 5 :	ETUDE DES DANGERS
PIECE 6 :	NOTICE HYGIENE ET SECURITE

Ces différentes parties sont interdépendantes les unes des autres et ne peuvent être étudiées séparément.

Un sommaire détaillé est présenté au début de chacune des parties.

Les annexes de chaque partie sont présentées dans le sommaire détaillé et fournies à la fin de chaque partie.

Un glossaire explicitant la signification des principales abréviations est fourni dans la partie 0.

Sommaire

	Pages
1. PREAMBULE	6
1.1. OBJET DE LA NOTICE	6
1.2. TEXTES REGLEMENTAIRES	6
2. METHODE D'ELABORATION DE LA NOTICE	7
2.1. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT ET DE SES ACTIVITES	7
2.2. DECOUPAGE DE L'INSTALLATION EN UNITES FONCTIONNELLES	7
2.3. IDENTIFICATION DES SOURCES DE DANGER	7
2.4. ANALYSE DES MODALITES D'EXPOSITION DU PERSONNEL AUX DANGERS.....	8
3. EVALUATION ET PREVENTION DES RISQUES PAR UNITE FONCTIONNELLE	9
3.1. PRINCIPES GENERAUX D'IDENTIFICATION, D'EVALUATION ET DE PREVENTION DES RISQUES.....	9
3.2. ANALYSE DES RISQUES DE LA CARRIERE DE CHEVRESIS-MONCEAU.....	10
4. GESTION DE LA PREVENTION ET DES SECOURS.....	11
4.1. ORGANISATION DES SECOURS ET MOYENS D'INTERVENTION.....	11
4.2. ACTEURS INTERNES ET EXTERNES.....	11
4.2.1. <i>Le Médecin du Travail</i>	11
4.2.2. <i>L'Inspecteur du Travail</i>	12
4.2.3. <i>Le CHSCT</i>	12
4.3. FORMATION A LA SECURITE.....	12
4.4. MAITRISE DES RISQUES TRANSVERSAUX	12
4.4.1. <i>Incendie/ explosion</i>	12
4.4.2. <i>Entreprises extérieures</i>	13
4.4.3. <i>Suivi des matériels et installations</i>	13
4.5. EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)	14
4.6. MESURES D'ORGANISATION ET CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL	14
4.6.1. <i>Mesures générales</i>	14
4.6.2. <i>Machines et matériels dangereux</i>	14
4.6.3. <i>Objets pesants, appareils de levage et de manutention</i>	15
4.6.4. <i>Appareils à pression</i>	15
5. ELEMENTS GENERAUX ET CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL	15
5.1. AMBIANCE DES LIEUX DE TRAVAIL.....	15
5.1.1. <i>Aération / ventilation</i>	15
5.1.2. <i>Ambiance sonore</i>	16
5.1.3. <i>Eclairage</i>	16
5.1.4. <i>Ambiance thermique</i>	16
5.1.5. <i>Confort du poste de travail – Sièges</i>	16
5.1.6. <i>Rayonnements ionisants</i>	16
5.2. LOCAUX SOCIAUX.....	16
5.3. AFFICHAGE OBLIGATOIRE	17
5.3.1. <i>Liste des affiches et consignes de sécurité</i>	17
5.3.2. <i>Liste des registres</i>	17
5.3.3. <i>Règlement intérieur</i>	17
5.4. DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX FEMMES ET AUX JEUNES TRAVAILLEURS	18

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

5.4.1. <i>Limitation des charges</i>	18
5.4.2. <i>Travaux interdits aux jeunes travailleurs</i>	18
5.5. TRAVAUX INTERDITS AUX TRAVAILLEURS EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE ET AUX TRAVAILLEURS INTERIMAIRES.....	18

Liste des tableaux

Tableau 1 : Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau	10
---	----

1. Préambule

1.1. Objet de la notice

Cette notice est réalisée conformément aux articles R512-6 à R512-10 du Code de l'Environnement – Partie réglementaire – Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Elle traite de la conformité de l'installation avec les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité du personnel.

1.2. Textes réglementaires

Les activités du site sont menées conformément aux règlements ou directives existants, qu'ils émanent de l'Inspection du Travail, de la DDASS ou qu'ils soient contenus dans les différents textes en vigueur applicables au site.

Toutes les mesures sont prises par LVM TP pour se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) du Code du Travail et aux textes associés pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

En particulier :

- l'insonorisation (article R. 4434-1),
- l'éclairage (article R. 4223-2 à R. 4223-11),
- le chauffage (R. 4227-16 et R. 4227-18 à 20),
- les installations sanitaires (articles R. 4228-1 à 15),
- les machines et accessoires de levage (articles R. 4312-1 et 2).

Le contenu de cette notice porte notamment sur :

- l'organisation du travail,
- les locaux,
- les dispositions générales relatives à l'hygiène, aux conditions de travail, à la sécurité individuelle et collective,
- la prévention des risques.

2. Méthode d'élaboration de la notice

2.1. Description de l'établissement et de ses activités

L'organisation générale de la carrière de Chevresis-Monceau est décrite dans la pièce 2 du présent dossier.

Rappelons que la présente partie est indissociable des autres pièces du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, et tout particulièrement de la pièce 2 citée ci-dessus et relative à la description du site et de ses activités et de la pièce 5 relative à l'étude de dangers.

2.2. Découpage de l'installation en unités fonctionnelles

Les activités de la carrière de Chevresis-Monceau se concentrent essentiellement au niveau du front de taille qui se déplace au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

De la même manière, le site est réaménagé et rendu à la culture agricole au fur et à mesure.

2.3. Identification des sources de danger

En vertu de l'article L. 4121-1, LVM TP dispose d'un document d'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs au poste de travail. Il a été établi pour l'ensemble des activités de la société en partenariat avec la Médecine du Travail.

Ce document unique est mis à jour annuellement, la dernière mise à jour datant de décembre 2015.

Le document unique comporte l'inventaire des risques identifiés pour chaque poste de travail. A chaque risque identifié, une ou plusieurs mesures de prévention sont envisagées de façon à réduire ou supprimer le risque.

Cette évaluation des risques est tenue à la disposition :

- des salariés,
- ainsi que du médecin du travail.

Cette évaluation des risques est également tenue, sur leur demande, à la disposition de l'inspecteur du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

Les modalités de consultation du document unique sont définies et affichées sur les panneaux d'affichage permanents (au siège de LVM TP) conformément au Décret n°2008-1347 du 17 décembre 2008.

2.4. Analyse des modalités d'exposition du personnel aux dangers

Il convient de noter que l'identification des situations à risque concerne l'ensemble du personnel quel que soit son niveau de responsabilité dans l'entreprise.

Pour la carrière de Chevresis-Monceau, les moyens humains sur le site comprennent une seule personne : le conducteur de pelle.

Les périodes et horaires de travail comprennent un fonctionnement uniquement en semaine, du lundi au vendredi, entre 7h00 et 18h00 maximum.

3. Evaluation et prévention des risques par unité fonctionnelle

3.1. Principes généraux d'identification, d'évaluation et de prévention des risques

LVM TP prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs lors de ses différentes missions, y compris les travailleurs temporaires et indépendants. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels à travers une évaluation des risques annuelle, d'information et de plans de formation annuels avec la mise en place d'une démarche d'animation sécurité de terrain, ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

LVM TP veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes au travers de l'évaluation des risques et des plans d'action sécurité.

L'analyse au poste de travail est conduite sur la base des principes généraux de prévention suivants :

- éviter les risques,
- évaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- combattre les risques à la source,
- adapter le travail à l'homme,
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- planifier la prévention en y intégrant la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Enfin, l'évaluation des risques est mise à jour à chaque modification significative des activités, ainsi qu'à chaque modification matérielle ou organisationnelle et après tout accident, incident, ou risque potentiel connus.

3.2. Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau

Les phases d'activité dangereuse identifiées sont :

Tableau 1 : Analyse des risques de la carrière de Chevresis-Monceau

Phases d'activités dangereuses	Nature des risques	Mesures de prévention
Amenée/repli des engins de manutention	Chocs Chute d'objets Blessures courantes	Formation du personnel (CACES) Port des EPI Aire d'évolution limitée Conformité et contrôles des matériels utilisés
Décapage de la terre de découverte		
Extraction des matériaux à la pelle		
Chargement des camions : semi-remorques de PTAC de 44 tonnes ou des tracteurs agricoles munis de bennes (10 tonnes)		
Réaménagement du secteur exploité à chaque fin de phase d'exploitation		

4. Gestion de la prévention et des secours

4.1. Organisation des secours et moyens d'intervention

La conduite à tenir en cas d'accident est spécifiée par une consigne remise à tout le personnel et affichée de façon permanente dans les bureaux et ateliers, y compris dans les engins de chantier.

L'ensemble du personnel est informé et sensibilisé aux risques de chaque métier et aux produits utilisés ainsi qu'aux règles de sécurité à respecter.

Enfin, il convient de noter que les engins intervenants sur le site possèdent des extincteurs en nombre suffisant, de catégorie adaptée. Un poteau incendie est également situé le long de la RD 64 au niveau du Hameau de Valécourt.

Pour plus de précisions, on se reportera au § 9 de la pièce 5 de l'Etude de Dangers.

4.2. Acteurs internes et externes

4.2.1. Le Médecin du Travail

La surveillance médicale spéciale concerne les personnes exposées de façon habituelle aux risques suivants :

- travaux faisant l'objet de décrets spéciaux pris en application de l'article L.231-2 du code du travail,
- travaux définis par l'arrêté du 11 juillet 1977,
- activités soumises à une réglementation propre au ministère de la défense.

Le suivi médical est assuré sous la responsabilité du gérant de LVM TP. Pour les entreprises sous-traitantes, il est assuré sous la responsabilité de l'employeur ; la vérification de l'existence de ce suivi en conformité avec la réglementation en vigueur est assurée par le gérant.

La périodicité des visites médicales est définie en accord avec le médecin du travail de chaque entreprise et dépend en particulier des activités dites à risques.

Les fiches médicales de suivi individuel (copies) sont conservées au siège de LVM TP. Les fiches de suivi d'exposition sont complétées sur site, en fonction des travaux effectivement réalisés par le personnel. L'original est archivé par les entreprises concernées.

Le médecin de travail est Monsieur Azraia GABY, Association Médicale du Travail (AMT) de l'Aisne, Bois de la Chocque, 02100 SAINT-QUENTIN.

4.2.2. L'Inspecteur du Travail

Conformément aux articles L. 8112-1 à L. 8112-4 du Code du Travail, l'Inspecteur du travail est chargé de veiller à l'application des dispositions du code du travail et des autres dispositions légales relatives au régime du travail, ainsi qu'aux stipulations des conventions et accords collectifs de travail répondant aux conditions fixées au livre II de la deuxième partie.

De plus, il a également la charge de constater les infractions à ces dispositions et stipulations.

4.2.3. Le CHSCT

Sans objet compte tenu du nombre d'employés de la société LVM TP.

4.3. Formation à la sécurité

Conformément à l'article L. 4141-1 et suivants et selon les modalités définies par les articles R.4141-1 à R. 4141-10, une attention toute particulière est donnée à la formation du personnel dans le domaine de la sécurité.

4.4. Maîtrise des risques transversaux

4.4.1. Incendie/explosion

Les dispositions mises en œuvre pour la prévention et la limitation du risque d'incendie/explosion sont détaillées dans l'étude de dangers (pièce 5 du présent dossier).

Compte tenu des activités du site, le risque incendie est très faible.

Les mesures principales de prévention sont :

- la pelle d'extraction est conforme à la réglementation, régulièrement entretenue (et ce hors du site) et dispose en permanence d'un extincteur, conforme et vérifié annuellement ;
- les camions chargeant les matériaux sur site possèdent également en permanence un extincteur, conforme et vérifié annuellement.

4.4.1.1. Action sur les combustibles

Aucun stockage de produit n'est réalisé sur le site.

4.4.1.2. Éclairage et matériels électriques

Le site n'est pas alimenté en électricité.

4.4.1.3. Travaux par points chauds

Aucun travail par point chaud n'est réalisé sur le site.

Les travaux de maintenance sont réalisés à l'extérieur de la carrière de Chevresis-Monceau.

4.4.1.4. Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer sur le site de la carrière de Chevresis-Monceau.

4.4.1.5. Dégagement

Sans objet. Le site ne dispose pas d'installation fixe.

4.4.2. Entreprises extérieures

Conformément au décret du 20 février 1992, tous les travaux réalisés sur le site par une entreprise extérieure s'effectuent dans le cadre d'un plan de prévention.

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses décrets d'application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est organisée pour tout chantier entrant dans le champ d'application de cette loi.

Les opérations de chargement ou de déchargement réalisées par une entreprise extérieure font l'objet d'un protocole de sécurité conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996.

4.4.3. Suivi des matériels et installations

Les installations et dispositifs techniques et de sécurité sont entretenus, maintenus dans les conditions conformes à leur destination et vérifiés afin de préserver la sécurité et la santé des personnels.

4.5. Equipements de protection individuelle (EPI)

Des équipements de protection individuelle (ensemble de travail, chaussures de sécurité) sont fournis à chaque membre du personnel et renouvelés régulièrement.

Des équipements spécifiques (gants, lunettes, protections auditives, gilets fluorescents, etc.) sont également mis à disposition du personnel conformément aux articles R. 4722-5 à R. 4722.9 du Code du Travail.

Le port de ces équipements de protection individuelle est obligatoire sur la carrière.

Enfin, il convient de noter que la conformité de ces équipements (hors EPI jetables) est vérifiée périodiquement afin d'assurer leur maintien en bon état.

4.6. Mesures d'organisation et conditions de mise en œuvre des équipements de travail

4.6.1. Mesures générales

Toute maintenance d'équipement est réalisée hors de la carrière de Chevresis-Monceau, dans ses ateliers à Saint-Quentin.

LVM TP informe de manière appropriée les travailleurs chargés de la mise en œuvre ou de la maintenance des équipements de travail :

- des conditions d'utilisation ou de maintenance de ces équipements de travail,
- des instructions ou consignes les concernant,
- de la conduite à tenir face aux situations anormales prévisibles,
- des conclusions tirées de l'expérience acquise permettant de supprimer certains risques.

La remise en service d'un équipement après une opération de maintenance qui a nécessité le démontage des dispositifs de protection est précédée d'un essai permettant de s'assurer que ces dispositifs fonctionnent (Art R. 4323-14).

Toute pièce mobile de machine est munie de dispositifs de protection. L'utilisation et les interventions pour l'entretien du matériel, ainsi que les procédures instaurées, répondent aux dispositions des articles R. 4323-6 à R. 4323-18.

4.6.2. Machines et matériels dangereux

Sans objet. Le site ne dispose pas de matériel de ce type.

4.6.3. Objets pesants, appareils de levage et de manutention

Le personnel n'a pas à porter de charges excédant les valeurs définies par les articles R. 4541-9 et R. 4153-18 du Code du travail.

Les équipements de levage sont soumis aux contrôles initiaux et périodiques annuellement prévus par la réglementation. Ces contrôles sont confiés à un organisme agréé.

Le personnel est formé à l'utilisation de ces équipements. En particulier, les conducteurs de pelle sont autorisés conformément aux prescriptions de l'arrêté du 2 décembre 1998. Une autorisation de conduite est délivrée à ce personnel après une formation théorique et pratique sur l'utilisation de ces équipements et sous réserve de leur aptitude médicale.

La totalité des manutentions réalisées sur la carrière est effectuée à l'aide de la pelle.

4.6.4. Appareils à pression

Sans objet. Le site ne dispose pas de matériel de ce type.

5. Eléments généraux et conditions de vie et de travail

5.1. Ambiance des lieux de travail

Les postes de travail sont conçus et réalisés pour répondre aux principes sur l'état de propreté, l'hygiène et la salubrité définis par les articles R. 4221-1 à R 4221-4.

5.1.1. Aération / ventilation

L'aération et l'assainissement des locaux de travail respectent les prescriptions des articles R. 4222-4 à 4222-19.

On distingue :

- les locaux à pollution non spécifique qui sont par définition (article R. 4222-3) des locaux dans lesquels la pollution est liée à la seule présence humaine, à l'exception des locaux sanitaires ;
- les locaux à pollution spécifique qui sont des locaux dans lesquels des substances dangereuses ou gênantes sont émises sous forme de gaz, vapeurs, aérosols solides ou liquides autres que celles qui sont liées à la seule présence humaine, locaux pouvant contenir des sources de micro-organismes potentiellement pathogènes et locaux sanitaires.

Il n'y a aucun local de travail ; la totalité des opérations a lieu en plein air.

5.1.2. Ambiance sonore

Les équipements sont conformes à la réglementation en matière d'émissions sonores.

5.1.3. Eclairage

Sans objet. Le site n'est pas alimenté en électricité et ne dispose pas d'éclairage.

5.1.4. Ambiance thermique

Il n'y a aucun local de travail ; la totalité des opérations a lieu en plein air.

La cabine de la pelle dispose d'un dispositif de chauffage. En tout état de cause, les phases d'extraction ont lieu préférentiellement de mars à octobre (évitement des périodes de grand froid).

5.1.5. Confort du poste de travail – Sièges

Sans objet. Le site ne dispose pas d'installations fixes.

5.1.6. Rayonnements ionisants

Sans objet. Le site ne possède pas de sources radioactives.

5.2. Locaux sociaux

Le site n'est pas approvisionné en eau, ni en électricité.

Il ne dispose d'aucune installation sanitaire.

Dans le respect des articles R. 4228-1 et suivants et R. 4225-7, en cas de besoin, le personnel se dirige chez l'agriculteur le plus proche, propriétaire des terrains.

5.3. Affichage obligatoire

5.3.1. Liste des affiches et consignes de sécurité

Les consignes jointes au Plan de Prévention et gardées par le conducteur de la pelle au sein de sa cabine lors des phases d'extraction sont :

- La procédure d'alerte,
- Les consignes de sécurité.

5.3.2. Liste des registres

Le site possède les registres prévus par la réglementation :

- Le registre de suivi des contrôles périodiques : Il consigne les rapports d'intervention concernant les vérifications périodiques de tous les appareils ou machines qui doivent être vérifiés (installations électriques, appareils de levage, etc.). Dans ce registre, figure la qualité et l'adresse du vérificateur, la date de vérification et les observations du vérificateur.
- Le registre Incendie : Il consigne l'organisation à mettre en œuvre en cas d'incendie ainsi que tous les exercices et vérifications ayant un rapport avec le risque incendie : exercices d'évacuation des locaux, exercices d'utilisation des extincteurs, vérification des matériels.
- Le registre de signalement des dangers graves et imminents : Tout avis figurant sur le registre est daté et signé et comporte l'indication des postes de travail concernés, la nature du danger et sa cause, le nom de la ou des personnes exposées.

Ces documents sont conservés au siège de LVM TP et tenus à la disposition de l'inspecteur du travail.

5.3.3. Règlement intérieur

Le règlement intérieur a pour objet de fixer les mesures d'application de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité, les réglementations générales et permanentes relatives à la discipline ainsi que les dispositions relatives à la procédure disciplinaire applicables dans l'établissement.

Ce règlement s'applique sans distinction ni réserve à l'ensemble du personnel, aux personnes en insertion, mais également à toute personne présente en qualité de stagiaire, de salarié d'une entreprise intérimaire ou de toute entreprise extérieure.

5.4. Dispositions particulières aux femmes et aux jeunes travailleurs

Les conditions de travail du personnel féminin et des jeunes travailleurs sont conformes aux exigences du Code du Travail (articles R. 4152-1 à R. 4153-49).

5.4.1. Limitation des charges

LVM TP respecte les limites de charges, fixées par les articles R. 4152-12 et R. 4153-39 à 40, pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans et les femmes.

5.4.2. Travaux interdits aux jeunes travailleurs

LVM TP n'accueille pas de personnel en insertion qui soit mineur et n'emploie pas de jeune travailleur.

5.5. Travaux interdits aux travailleurs en contrat à durée déterminée et aux travailleurs intérimaires

LVM TP n'emploie que très rarement des personnels temporaires, hormis ceux accueillis en parcours d'insertion et qui font l'objet d'une analyse adaptée du poste de travail. Dans l'éventualité, pour les travailleurs temporaires (intérimaires et CDD), LVM TP :

- établit une liste des postes de travail présentant des risques particuliers pour leur santé et sécurité. Cette liste est soumise au médecin du travail et sera tenue à la disposition de l'inspecteur du travail,
- imposera que les travailleurs affectés aux postes listés reçoivent une formation renforcée à la sécurité.

Sont communément admis comme travaux générant des risques particuliers :

- les travaux nécessitant une certaine qualification du fait de leur risque (conduite d'engin, ...),
- les travaux exposants à certains risques (substances cancérigènes, mutagènes ou tératogènes, substances toxiques, bruit au dessus de 85 dB, etc.),
- certains des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale (arrêté du 11 juillet 1977).

Les travaux listés à l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 octobre 1990 modifié sont interdits aux travailleurs en contrat à durée déterminée et aux travailleurs intérimaires. Toutefois, l'activité du site ne génère pas a priori des travaux ou des expositions citées dans cet arrêté.

LVM TP

Carrière de Chevresis-Monceau (02) – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière

Pièce 6 : Notice hygiène et sécurité

A81360/ B

Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable ; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'ANTEA GROUP ne saurait engager la responsabilité de celle-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

Il est rappelé que les résultats de la reconnaissance s'appuient sur un échantillonnage et que ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité du milieu naturel ou artificiel étudié.

La prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par ANTEA GROUP ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.